



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT

4895 rue de la Jeune Parque
34000 Montpellier

Références : UD34/2025/H3/MJ/061
Code AIOT : 0006601108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT implanté 595 RUE DU MAS SAINT PIERRE 34070 MONTPELLIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 15 mai 2025 s'inscrit dans le programme d'inspection prévu dans le cadre de l'opération "Coup de poing" portant sur la sécurité incendie des centres de tri de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT
- 595 RUE DU MAS SAINT PIERRE 34070 MONTPELLIER
- Code AIOT : 0006601108

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un centre de tri, de broyage de papier et de mise en balle de déchets de papiers, cartons et plastiques avant leur expédition vers des unités de valorisation ainsi qu'une déchèterie professionnelle. Il est exploité par le groupe Nicollin sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-I-628 du 22 avril 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I	Demande d'action corrective	30 jours
2	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.II	Demande d'action corrective	30 jours
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.I.2	Demande d'action corrective	30 jours
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Demande d'action corrective	30 jours
5	Prévention de la pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 4.3.4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées lors de l'inspection du 15 mai 2025 portent essentiellement sur la défense incendie du site.

Ils ne remettent pas en cause l'efficacité générale des moyens de défense incendie mis en place sur le site, notamment l'alarme, le système de détection automatique et les ressources en eau disponible à tout moment.

L'exploitant s'est engagé à lever ces non-conformités dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :

Article 10-1.I - Plan de défense contre l'incendie

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.

Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ,y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'exploitant n'a pu présenter à l'inspecteur de l'environnement le plan de défense incendie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un plan de défense contre l'incendie détaillant l'ensemble des éléments pré-cités devra être transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant devra également justifier de la

transmission de ce document aux services d'incendie et de secours et de la mise à disposition du document à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 10-1.II - Maîtrise des incendies</u> [...] Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats : Aucun exercice incendie n'a été réalisé sur le site avant le 1er juillet 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un exercice incendie sur le site dans les meilleurs délais. Cet exercice devra faire l'objet d'un compte rendu qui sera tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.I.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable meuble et sec
Prescription contrôlée : <u>Article 9.I.2 - Moyens de lutte contre l'incendie</u> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
Constats :

Le site ne dispose d'aucune réserve de sable meuble et sec.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place sur le site une réserve de sable meuble et sec. Son lieu d'implantation et son volume seront adaptés aux conditions d'exploitation du site et aux risques liés aux dépôts de déchets combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 12 - Consignes d'exploitation</u> Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : Il n'y a pas de consignes d'exploitation établies pour certaines opérations susceptibles de générer un accident sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de recenser toutes les opérations susceptibles de générer un accident sur son site et d'établir, pour chacune d'elle, une consigne d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.4 - Prévention de la pollution accidentelle des eaux</u> [...] Le ravitaillement en carburant des engins se fait sur une aire étanche et drainée. Les

égouttures et les eaux météoriques ruisselant sur cette aire sont dirigées vers le séparateur à hydrocarbures.
<p>Constats :</p> <p>L'aire de dépotage présente une pente naturelle qui dirige les éventuels écoulements vers le séparateur à hydrocarbures via un avaloir situé le long du mûr de clôture.</p> <p>Du fait de l'absence d'entretien de cet avaloir qui explique son colmatage, les éventuels écoulements ne pourraient être récupérés par cette grille et partiraient en direction du portail de sortie du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nettoyer l'avaloir afin de le rendre opérationnel et de permettre l'évacuation des éventuels écoulements vers le séparateur à hydrocarbures du site.</p> <p>Cette opération de nettoyage devra être réalisée aussi souvent que nécessaire; elle fera l'objet d'une consigne d'exploitation et sera portée à la connaissance du personnel concerné.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours